

La nationalisation des secteurs-clés de l'industrie est donc une condition *nécessaire* pour qui se donne pour but la construction du socialisme, mais ce n'est ni une condition suffisante, ni même la condition première qui est l'existence d'un Etat ouvrier ayant réalisé l'expropriation politique de la bourgeoisie et cassé l'instrument de sa domination de classe : son Etat, c'est-à-dire son armée, sa police, ses institutions.

## Deux conceptions des nationalisations, deux façons de lutter, deux conceptions du socialisme.

En fait parmi ceux qui avancent aujourd'hui le mot d'ordre de nationalisation, il y a deux lignes clairement divergentes :

\* pour les partisans du programme commun, et en premier lieu les militants du PCF, les actuelles entreprises nationalisées sont des conquêtes de la classe ouvrière, presque des flots de démocratie avancée (elles doivent être célébrées et défendues en tant que telles). Pour eux, les nationalisations prévues dans le programme commun en sont « la clé de voûte », elles sont le moyen de « libérer le pays de l'emprise du capital monopoliste ». Leur « gestion démocratique » sera en partie l'affaire des responsables syndicaux, les travailleurs étant simplement « informés » une heure par mois.

Une telle conception a de graves conséquences sur la façon de concevoir dès à présent les luttes des travailleurs dans le secteur public et nationalisé : ainsi, il n'y a pas si longtemps, en mai 71, il y eut une grève à Renault. La fraction PCF dirigeant la CGT, hostile à l'occupation dès le départ, expliqua inlassablement que cette grève était un « complot », une « vaste provocation gouvernementale », visant à « nuire à la nationalisation au profit de Fiat, Simca, Peugeot et Citroën ». Et l'Humanité titra péremptoirement, en pleine grève : « La régie doit tourner ». Comprenez : que les revendications des grévistes soient satisfaites ou pas !

Le fin mot de l'affaire, on le comprend en lisant dans la

**nationalisations ou expropriations**

VIENT DE PARAITRE :

« Nationalisations ou expropriations »

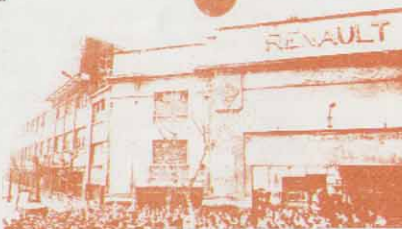
Brochure Ligue Communiste

?

Série « Taupes Rouges » N°12

24 pages

2 francs



6

Vie Ouvrière (hebdomadaire de la CGT), les louanges de la « compétitivité » de Renault, notamment. « Même sur une jambe elles battent les autres à la course », lit-on dans la VO spéciale programme commun, à propos des entreprises nationalisées.

De quelle course s'agit-il ? De la course que se livrent toutes les entreprises sur le marché capitaliste. C'est-à-dire une course à la rentabilité, à l'exploitation des salariés, une course aux profits !

Qu'importent alors les revendications des travailleurs à ceux qui se voient demain les gestionnaires du secteur nationalisé : ils raisonnent déjà comme des patrons !

De là découle l'exaltation parfaitement chauvin de « notre » industrie nationale. Par exemple, les articles en tricolore sur « notre » Concorde, avion de super-prestige réservé aux milliardaires pressés, articles qui ne disent mot sur les conditions de travail des salariés de l'aéronautique.

Cette conception des nationalisations conduit surtout – et c'est bien là le plus grave – à faire croire aux travailleurs qu'une victoire électorale et 13 nationalisations étalées dans le temps suffiront à briser la résistance des capitalistes et à marquer un « point de non retour » dans le chemin pavé de roses qui doit mener au socialisme.

\* Pour les militants révolutionnaires, les travailleurs des entreprises nationalisées sont des exploités comme les autres : ils doivent lutter sans hésitation pour l'amélioration de leur situation.



La lutte contre les manœuvres gouvernementales visant à dénationaliser tel secteur, ou à céder au privé telle ligne de chemin de fer doit également être menée : non pas par mystique de la défense de l'« industrie nationale » (celle où le patron est l'Etat bourgeois) mais parce que c'est souvent un moyen pour le gouvernement de remettre en cause des avantages acquis dans les luttes antérieures.

Quant à la façon de mater la résistance de la bourgeoisie, nous ne sommes pas de rêveurs ; nous ne pensons pas que 13 nationalisations puissent faire courber l'échine aux capitalistes, et les faire reconnaître avec fair play et bonne volonté qu'ils doivent quitter la place.

Rappelons-nous comment en 69 à l'EGF, les CRS ont brisé les portes des centres occupés par les grévistes avec des half-tracks ; rappelons-nous comment en décembre 72, l'armée a été utilisée pour essayer de briser la grève des éboueurs parisiens.

Non, ceux qui racontent aux travailleurs que tout marchera comme sur des roulettes et que – comme le dit Krasucki – les exploités « respecteront la règle démocratique », ceux-là sont de dangereux naïfs dont les propos désarment les travailleurs.

Les militants révolutionnaires tiennent un tout autre langage : il est impossible de parvenir à construire un Etat ouvrier les mains vides. La bourgeoisie ne reculera pas, au besoin, devant des coups d'Etat, avec l'aide de la police et de l'armée, pour empêcher le prolétariat de prendre le pouvoir.

7

« Il est dangereux de charger son fusil dit le chasseur trop prudent tant que le gibier ne s'est pas montré ; mais quand le gibier se montre, il est un peu tard pour charger le fusil ».

Trotsky

## Nous disons

Oui il faut mettre fin à la gabegie capitaliste, à l'appropriation par les capitalistes des énormes profits réalisés sur le dos des travailleurs.

Pour cela, il faudra arracher aux patrons les entreprises : non telle ou telle entreprise mais l'ensemble des trusts et des banques. Cela s'appelle expropriation.

Qu'est ce que l'expropriation ?

C'est une nationalisation sans indemnité, ni rachat.

Les patrons ont volé les travailleurs depuis des siècles : nous n'avons pas à leur racheter leurs usines.

C'est une nationalisation sous contrôle ouvrier.

Il faut que par leur comité d'usine, composé de délégués élus et révocables, les travailleurs imposent un contrôle effectif.

Enfin, le contrôle ouvrier sur les trusts et les banques expropriés n'assure cependant rien encore, de façon définitive aux travailleurs.

Seule l'expropriation politique de la bourgeoisie, la constitution d'un gouvernement des travailleurs appuyé sur les conseils ouvriers, la prise du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière stabilisera les conquêtes et les garantira.

Série « Qu'est-ce que... » — Documents Ligue Communiste »

- a - La violence.
- b - Les augmentations uniformes.
- c - La santé.
- d - L'école.

à paraître :  
Le parlement.  
L'Europe rouge.  
Les transports.  
Le logement.  
L'oppression des femmes.  
Les paysans.  
La pollution.  
La police.  
L'armée.  
La justice.  
Les TOM-DOM et les colonies.  
Les fascistes et l'UDR.  
L'inflation.  
Le chômage.  
Le gaspillage.  
Les immigrés.  
L'internationalisme prolétarien.  
L'impérialisme.  
L'ORTF.  
Les nationalisations.  
L'auto-défense ouvrière.

### LE VOTE ELECTRONIQUE

— UN COUP POUR L'U.D.R.  
— DEUX COUPS POUR L'UNION DE LA GAUCHE.  
— POUR LA LIGUE LAISSEZ VOTRE NOM, ON VOUS ECRIRA.



SOUTENEZ ROUGE ABONNEZ-VOUS !

Je désire m'abonner à Rouge.

Nom :  
Adresse :

Abonnement choisi :

Tarif des abonnements :		
	la France	l'Étranger
Pour sous pli ouvert fermé un an	90 150	110 180
six mois	45 75	55 90

Par avion, écrire à Rouge.

Seules les demandes accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération.  
Pour tout changement d'adresse, joindre 1 f 50 et la dernière bande.  
Rouge — 10 impasse Guéménée 75004 — Paris (4ème)

8